

Élections européennes : pour une bataille efficace du PCF dans le cadre du Front de gauche

L'enjeu des élections européennes est celui d'une autre Europe contre l'austérité et ses ravages sociaux, avec une autre BCE et un autre Euro appuyant l'expansion des services publics et l'emploi contre la domination des marchés financiers. Ceci, depuis le PCF, le Front de gauche et d'autres forces en France, en conjonction avec des forces politiques de la gauche radicale de toute l'Union européenne, notamment en Grèce (Syriza), en Allemagne (Die Linke), en Espagne (Izquierda Unida). Il s'agit de donner une perspective aux luttes politiques, sociales et syndicales déjà engagées par les peuples d'Europe en montrant ce qui peut et doit être changé dès l'immédiat pour une autre Europe. Il s'agit ainsi de briser le consensus dominant entre sociaux-libéraux, droite et extrême droite sur la fausse alternative entre fuite en avant fédéraliste et nationalisme : rester dans l'euro sans changer sa logique austéritaire profonde ou sortir de l'euro - dans les deux cas pour des concurrences à la baisse du « coût du travail », sans s'attaquer aux marchés financiers.

Il s'agit de dénoncer les phrases sur l'Europe sociale, en contradiction totale avec ce qui n'est pas fait pour changer le rôle de la BCE. L'apport communiste et des partis de la gauche radicale européenne du PGE est décisif en ce sens. Un Fonds européen de développement social et écologique solidaire, financé par la BCE à taux proche de zéro, pour les dépenses de services publics des États peut être créé dès à présent. Nous exigeons aussi que l'argent de la BCE soit accordé aux banques pour un autre crédit selon des critères précis en faveur de l'emploi. Formellement, les traités européens n'empêchent pas ces deux transformations radicales.

De ce point de vue, on peut déplorer une certaine dérive de Jean-Luc Mélenchon, et du Parti de gauche en France, déséquilibrant le Front de gauche, en s'enfermant dans le « contre » systématique, flirtant avec les idées de « sortie de l'euro », et tournant le dos au programme « l'Humain d'abord » du Front de gauche. Cette dérive a d'ailleurs connu un clair désaveu aux élections municipales. L'apport du PCF dans le Front de gauche, malgré des pertes, a connu des résistances fortes aux élections municipales et repris voire conquis certaines villes (Montreuil, Aubervilliers, Thiers). Il s'agit de renforcer et élargir le « contre » par du « pour » tout autrement, en développant des propositions radicales, précises : s'attaquer au coût du capital pour d'autres dépenses, d'emploi et d'efficacité (recherche, investissements, etc.) aussi bien pour les services publics que pour l'emploi. Pourquoi la BCE ne le fait-elle pas ?

En France, comme le dit un texte signé de 26 secrétaires fédéraux du PCF, « les négociations difficiles entre les directions nationales des partis politiques du Front de Gauche ont conduit à un accord qui risque de compromettre la construction de telles alternatives. En sous-estimant l'apport des communistes par une sous-représentation de nos têtes de liste aux élections européennes au seul profit du PG, en ne laissant pas de place à des candidatures d'ouvertures, la coordination nationale du Front de Gauche met en danger l'avenir de notre rassemblement et risque de compromettre d'éventuelles conquêtes aux Européennes ainsi que la réélection des députés sortants . □

Nous voulons continuer de construire un Front de Gauche ambitieux, ouvert, élargi, rassembleur dont le pays a besoin. C'est pourquoi nous ne pouvons approuver un « accord », qui a pu être qualifié par Pierre Laurent lui-même de « mauvais accord », avec 3 têtes de liste pour le PG, 2 têtes seulement pour le PCF, rejetant la tête de liste communiste

dans le Centre- Auvergne, 1 tête de liste pour Ensemble et une tête de liste en PACA pour une candidature citoyenne issue de la société civile.

Les communistes et leurs apports doivent être respectés, en paroles et en actes.

C'est pourquoi dès à présent, le Parti communiste doit développer son autonomie de propositions et d'initiatives dans la bataille des élections européennes, en mettant en avant les enjeux de fond concernant les objectifs sociaux, les moyens financiers et les pouvoirs. C'est une condition indispensable pour que le Front de gauche mène une campagne efficace et rassembleuse à gauche, avec sa nécessaire réorientation.

Paul Boccara, Frédéric Boccara, Yves Dimicoli, Denis Durand, Jean-Marc Durand, Nicolas Marchand, Catherine Mills